

La décentralisation - 1/2

De Jules FERRY à Luc FERRY. De l'école devenu obligatoire et accessible à tous à l'école des sélections sociales.

Je suis actuellement en Terminal S au lycée Jean Macé de Niort. Je vais tenter de vous expliquer pourquoi notre lycée et seulement quelque autre en France ont bougé devant ce projet de loi qui n'en est plus un malheureusement aujourd'hui.

Tous d'abord je tiens à dire que je passe mon BAC cette année et que comme toutes les personnes qui se sont engagé dans cette lutte, nous voulons notre BAC alors il ne s'agit pas de sécher des cours pour le plaisir. **Aujourd'hui nous jouons notre avenir, celle de nos frères et sœurs mais aussi celui de nos enfants** alors pensée à tous ces gens et non pas seulement à votre BAC pour les personnes en Terminal actuellement.

Le gouvernement Raffarin souhaite accroître la décentralisation. Une telle politique d'aménagement du territoire n'est pas sans conséquence pour bon nombre d'administrations, parmi lesquelles l'éducation nationale. La décentralisation, qui n'est pas un fait nouveau pour cette machine, pourrait fort bien **affaiblir les valeurs propres à l'éducation pour tous**, déjà sérieusement remise en question par Luc Ferry, et avec lui, une grande majorité des enseignants qui ont fait entendre leur renoncement au modèle du Collège Unique. Une décentralisation de l'administration relevant du Ministère de l'Éducation aurait des conséquences néfastes sur le plan égalitaire. Et l'exemple est proche de nous puisque nos voisins allemands le savent bien : décentralisé, leur système éducatif n'avait pas la cohésion souhaitée, aussi ont-ils décidé une première marche vers une recentralisation, en instaurant des tests d'évaluation nationaux, jadis réalisés régionalement, dans les Länder. Cette avancée n'est pas anodine : le gouvernement, en décentralisant, prend le risque (mais n'est-ce pas ce qui est recherché) ? D'affaiblir la mission de service public, et d'écorner l'idéal égalitaire républicain. **Nous aurions alors des écoles à plusieurs vitesses**, celles des régions les plus riches où opèrerait entre elles une compétitivité accrue, et celles des régions pauvres. Le but de ce projet, sous couvert de modernisme, est au final de faire payer aux collectivités locales les frais en matière d'éducation, allégeant le porte-feuille ministériel, ce qui permettrait par la suite de baisser les impôts au niveau national, tandis que les impôts locaux connaîtraient une augmentation sans précédent. Au sein, ensuite, au gouvernement en place de faire comprendre que l'on a l'école que l'on mérite ! La logique libérale est ainsi faite, qu'elle trouve toujours un écho favorable auprès du peuple, pourvu qu'on lui promette une baisse d'impôts. En résumé, décentraliser à l'extrême le système éducatif, c'est permettre au citoyen de payer moins d'impôts. Comme les couches les plus modestes en sont exemptées, le système rêvé par le gouvernement permettra de soulager les plus riches, par répartition : tous les français seront invités à casser la tirelire, pauvres et riches à égalité, **mais plus la région sera pauvre, plus l'égalité des chances sera compromise**, et en dernière instance, dans une même ville, riches et pauvres payera la même somme, à cette différence près que leurs enfants ne seront pas scolarisés dans la même école. L'exemple allemand, me dira-t-on, est mal approprié à ces propos, puisqu'en France, les programmes scolaires sont nationaux. Les Allemands ont déjà testé la décentralisation scolaire, et nous donnent là les premiers signes d'un pragmatisme efficace : **cela ne fonctionne pas** ! Une éducation locale ne peut se substituer à une Éducation Nationale, sans quoi le milieu scolaire, déjà en proie aux pressions parentales et aux inégalités qu'il reste à corriger, deviendrait un milieu de plus en plus hostile. (lien du site http://www.methexis.com/article.php3?id_article=23)

Voilà pourquoi nous devons faire bouger les choses mais ensemble parce que si nos grèves restent comme maintenant rien ne se fera et beaucoup de gens penseront comme aujourd'hui c'est-à-dire : *ça ne sert à rien personne ne bouge* ! Voilà ce qui bloque aujourd'hui une avancée vers une remise en question.

Il faut revendiquer ce que nous concevons comme légitime, le droit à une éducation égalitaire (même s'il existe déjà des inégalités) et non en fonction des moyens parentaux.

La décentralisation - 2/2

Agissez maintenant pour que nous fassions entendre notre voix dans la France entière et qu'il ne se reproduise pas ce qui c'est passé le 21 avril 2002 parce que nous n'avons rien fait pour